



CODESRIA



CODESRIA

13

ème

Assemblée générale
General Assembly
Assembleia Geral
الجمع العام الثالث عشر

L'Afrique et les défis du XXIème siècle
Africa and the Challenges of the Twenty First Century
A África e os desafios do Século XXI

إفريقيا وتحديات القرن الواحد والعشرين

« Financement et régulation internationaux du processus électoral en RDC »

Roger Thamba Thamba
Université de Kinshasa

5 - 9 / 12 / 2011

Rabat Maroc / Morocco

Résumé

Depuis la perestroïka soviétique et l'avènement des transitions politiques, les Etats africains à travers leurs populations juraient uniquement par la démocratie et l'Etat de droit. Ceci était vu comme un aboutissement d'un processus qui allait commencer par l'organisation d'élections libres, transparentes et démocratiques.

Quelques pays ont réussi ce pari dès le début des années 90, alors que d'autres se sont perdus dans des conflits politiques, voire armés qui ont forcément retardé les attentes des populations.

La République Démocratique du Congo, elle, a connu une transition très mouvementée ponctuée des querelles politiques et des guerres meurtrières avant de voir le bout du tunnel en 2006, avec l'organisation des élections libres et pluralistes.

L'aboutissement de ce long processus a connu l'appui de la communauté internationale qui s'est engagée à accompagner mais surtout à financer majoritairement les élections de 2006. En effet, il ressort des données disponibles que l'organisation de ces dernières élections avait été évaluée à près de 300 millions d'euros dont la part de l'Union Européenne était majoritaire.

Pour avoir déboursé une somme colossale pour assister la RDC dans son processus électoral, l'Union Européenne a dû exercer une influence certaine dans le choix des autorités politiques, principalement celui du Président de la République. Comme quoi, l'assistance financière à l'organisation des élections congolaises a accordé à l'Union Européenne une sorte de droit de regard, voire de régulation de l'ensemble du processus.

A l'heure qu'il est, la RDC se prépare à d'autres élections dont le financement est encore attendu en grande partie de la communauté internationale et des partenaires extérieurs. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les congolais risqueraient de se plaindre à nouveau que la communauté internationale leur a imposé un Président.

L'élection en effet, est l'une des expressions de la souveraineté d'un peuple, d'un Etat. Si donc la RDC doit, pour organiser ses élections, attendre toujours l'argent de la communauté internationale, quel contenu reste-t-il à sa souveraineté électorale ? La R.D Congo est-elle vraiment incapable d'organiser et de financer ses élections sans l'assistance des partenaires internationaux ?

La présente étude se propose de montrer que l'aide extérieure consistant à financer le processus électoral en RDC, a forcément une incidence sur la régulation et le choix des autorités destinées à diriger le pays, ce qui entame fatalement la souveraineté du peuple congolais à se choisir ses dirigeants.

La RDC devrait donc instituer un mécanisme autonome de financement de ses élections, mécanisme qui passe entre autres par une gestion rationnelle et prévisionnelle des ressources de l'Etat, ou au bout du compte, par le recours à des contributions spéciales des citoyens, proposition qui avait déjà été envisagée par l'Eglise catholique en 2005.